

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député se souviendra que le ministre des Finances a indiqué, lorsqu'il a présenté ce changement, qu'il serait temporaire et sujet à une révision constante. Je tiens à dire au député que la question a été discutée une nouvelle fois pas plus tard que jeudi au cabinet. Nous prendrons des mesures lorsqu'elles sembleront nécessaires.

* * *

LES PÊCHES

L'INDEMNISATION DES PÊCHEURS SINISTRÉS PAR LES TEMPÊTES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêches. Elle concerne une demande d'indemnisation présentée par les pêcheurs de la côte est à la suite des dégâts causés par la tempête du 17 juin. Le ministre pourrait-il nous dire s'il a présenté un mémoire à ses collègues du cabinet à ce sujet? Si oui, quand fera-t-on une déclaration?

● (1520)

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Oui, monsieur l'Orateur, le ministre des Finances et moi avons présenté conjointement un mémoire, et j'espère qu'une décision sera prise sous peu.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA TAXE À L'EXPORTATION DU PÉTROLE ET LA CONFÉRENCE SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OUEST

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire qui se rattache à celle du chef de l'opposition, et j'aimerais m'adresser au premier ministre. Comme la conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest s'est tenue il y a peu de temps et que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'a annoncé que récemment la taxe d'exportation sur le pétrole, le premier ministre nous dirait-il pourquoi une aussi importante question n'a pas été examinée minutieusement lors de cette conférence?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Ma foi, monsieur l'Orateur, pour une raison bien simple. Le gouvernement fédéral et moi voulions inscrire les ressources énergétiques à l'ordre du jour de cette conférence, mais les provinces de l'Ouest ont refusé.

* * *

RADIO-CANADA

LES JEUX OLYMPIQUES DE 1976—L'OFFRE DE LA CTV—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au très honorable premier ministre. Étant donné que la chaîne CTV continue d'offrir de l'équipement, des installations et du personnel, et de faire fonction de radiodiffuseur associé à Radio-Canada pour le reportage sur les Jeux olympiques de 1976 à un prix beaucoup plus bas que celui de la Société Radio-

[M. Whicher.]

Canada, le gouvernement compte-t-il tirer parti de ces offres répétées, et réduire ainsi de millions de dollars les frais généraux de la Société Radio-Canada et des contribuables et, sinon, pour quelle raison?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas d'accord sur le préambule de la question mais je dois avouer qu'un exposé circonstancié est plus que je ne pourrais me permettre à l'appel des motions. A mon sens, le député aurait pu soulever la question au moment de l'examen du bill à la Chambre. S'il l'a fait, il a certainement obtenu une réponse.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PIL—L'ENVOI TARDIF DES FORMULES DE DEMANDE À TERRE-NEUVE—DEMANDE DE REPORT DE LA DATE-LIMITE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Une fois de plus, comme par les années passées, les formules de demande concernant le PIL n'ont atteint Terre-Neuve qu'une semaine après la date prévue et comme cela voudra dire d'autres retards avant que l'on puisse communiquer avec les localités du nord, le ministre voudrait-il nous dire s'il reculera d'une autre semaine la date d'approbation des demandes qui avait été fixée au 15 octobre afin que les intéressés puissent profiter de toutes les possibilités, comme il se doit?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'étudierai les allégations du député. Je ne savais pas qu'il y avait un tel retard. Je pensais qu'on avait fait parvenir les formules au début de septembre.

LE PIL—LA RARETÉ DES FORMULES DE DEMANDE DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre voudrait-il examiner attentivement la politique concernant la diffusion des formules de demande pour les projets dans le cadre du Programme d'initiatives locales, notamment dans les provinces atlantiques, où elles semblent être très rares?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Très volontiers, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Le député de Sarnia-Lambton a la parole.

M. Cullen: Monsieur l'Orateur, la question du député de Bruce m'intéresse vivement car j'essaie de la poser depuis